



Plateforme des
ONG Françaises
pour la Palestine

شبكة المنظمات الفرنسية
من أجل فلسطين

14, passage Dubail 75010 PARIS

T. +33 (0)1 40 36 41 46

contact@plateforme-palestine.org

www.plateforme-palestine.org

A l'attention de :

Monsieur le Ministre de l'Europe et des
Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian
Ministère des Affaires étrangères
37 Quai d'Orsay
75 351 Paris

Paris, le 25 mai 2018

Objet: La base de données de l'ONU sur les entreprises liées à la colonisation israélienne.

Monsieur le Ministre,

Dans notre [courrier du 20 décembre 2017](#), nous vous demandions de soutenir la publication de la base de données dressant la liste des entreprises qui, directement ou indirectement, permettent et facilitent la construction et l'extension des colonies en Palestine, ou en tirent profit.

Le gouvernement américain a exercé de fortes pressions pour que le nom de ces entreprises ne soit pas rendu public par le Haut-Commissariat qui a finalement publié, dans son rapport du 1^{er} février 2018¹, le nombre d'entreprises figurant dans la base de données et leur origine. 4 entreprises françaises y figurent.

La base de données vise à un meilleur respect des obligations et responsabilités des entreprises et États au titre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et du droit international. Aussi doit-elle rester un processus dynamique et un document vivant, régulièrement mis à jour et complètement public et transparent, c'est-à-dire contenant les noms des entreprises.

Le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme, déterminé à remplir la mission qui lui a été confié en rendant la base de données publique avant la fin de son mandat en août 2018, subit cependant de nombreuses pressions diplomatiques.

C'est pourquoi il est urgent, Monsieur le Ministre, que vous, souteniez publiquement la publication de la « base de données des entreprises impliquées dans des activités liées aux colonies israéliennes dans le Territoire palestinien occupé » du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU.

¹ Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, *Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés*, 1^{er} février 2018.

Membres : Amani, Artisans du Monde, Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine, Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF), Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Ceméa, La Cimade, Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP), CCFD-Terre Solidaire, Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens (CBSP), Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO), Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, Comité Israël Palestine 44-49, Enfants Réseau Monde/ Services, Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen (LDH), Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - section française, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Mouvement International de la Réconciliation (MIR), Mouvement pour une Alternative Non violente (MAN), Pax Christi France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI), Terre des Hommes France, Union Juive Française pour la Paix (UJPF). **Observateurs :** Afran-Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme (AEDH), Amnesty International France, Association Pour Jérusalem, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine, Fédération Nationale des Francas, Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne (GAIC), Handicap International, Médecins du Monde France, Palmed France, Première Urgence Internationale, RITIMO.

De la même manière que la France a soutenu l'application de la résolution 2334², un soutien à ce mécanisme représenterait une action concrète et cohérente face aux activités illégales des autorités israéliennes. Dans un contexte actuel particulièrement préoccupant en Palestine, elle est l'une des mesures que le gouvernement français peut prendre, outre les mesures recommandées dans notre interpellation du 24 avril 2018 sur les graves violations du droit international observées à Gaza.

En effet, depuis le début de la « Marche du Retour », manifestations organisées dans la Bande de Gaza à l'initiative de la société civile, 112 Palestiniens non armés ont été tués par des tirs à balles réelles de soldats de l'armée israélienne, plus de 13 000 ont été blessés. Cela de manière arbitraire et en toute impunité. De nombreuses organisations telles que Amnesty International ou Human Rights Watch notamment ont dénoncé les graves violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire commises par l'armée israélienne ainsi que de possibles crimes de guerre.

En espérant que ce courrier retienne votre attention, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre profonde considération.



Mme Claude Léostic, Présidente de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

² Par un courrier conjoint au Secrétaire général de l'ONU envoyé le 14 mai 2018.

Membres : Amani, Artisans du Monde, Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine, Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF), Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Ceméa, La Cimade, Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP), CCFD-Terre Solidaire, Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens (CBSP), Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO), Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, Comité Israël Palestine 44-49, Enfants Réseau Monde/ Services, Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen (LDH), Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - section française, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Mouvement International de la Réconciliation (MIR), Mouvement pour une Alternative Non violente (MAN), Pax Christi France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI), Terre des Hommes France, Union Juive Française pour la Paix (UJPF). **Observateurs :** Afran-Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme (AEDH), Amnesty International France, Association Pour Jérusalem, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine, Fédération Nationale des Francas, Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne (GAIC), Handicap International, Médecins du Monde France, Palmed France, Première Urgence Internationale, RITIMO.